



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 1^{er} septembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Frais de scolarité universitaires, 2006-2007	2
<p>Dans l'ensemble, les étudiants de premier cycle qui iront cet automne dans les universités canadiennes feront face à des augmentations des frais de scolarité plus fortes que l'année dernière.</p>	
Investissement en construction résidentielle, deuxième trimestre de 2006	5
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, deuxième trimestre de 2006	6
Acier en formes primaires, données hebdomadaires, semaine se terminant le 26 août 2006	6
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, juillet 2006	7
Charbon et coke, juin 2006	7
Énergie électrique, juin 2006	7
Nouveaux produits	8
Calendrier des communiqués : Septembre 2006	9



Communiqués

Frais de scolarité universitaires

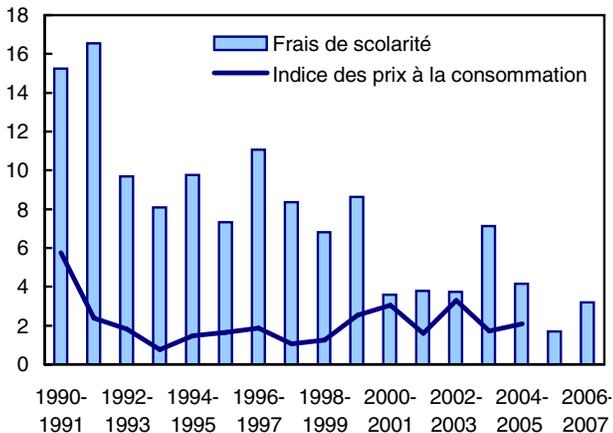
2006-2007

Dans l'ensemble, les étudiants de premier cycle qui iront cet automne dans les universités canadiennes feront face à des augmentations des frais de scolarité plus fortes que l'année dernière.

Les étudiants peuvent s'attendre à payer en moyenne 3,2 % de plus en frais de scolarité, soit un taux d'accroissement qui est près du double de celui enregistré l'année scolaire précédente.

Les frais de scolarité des étudiants de premier cycle ont augmenté plus rapidement que l'inflation

Hausse en %



Note : Indice des prix à la consommation annualisé par les moyennes de septembre à août.

Les étudiants de premier cycle paieront en moyenne 4 347 \$ en frais de scolarité pour l'année scolaire 2006-2007, en hausse comparativement à 4 211 \$ l'année précédente. Ce montant représente près du triple de la moyenne de 1 464 \$ affichée en 1990-1991.

Depuis 1990-1991, les frais de scolarité ont augmenté à un taux annuel moyen de 7,0 %. Au cours des années scolaires 1990-1991 et 1991-1992 seulement, ils se sont accrus de 15,2 % et de 16,5 % respectivement. Par contre, depuis 2000, la croissance des frais de scolarité a ralenti pour se fixer à une moyenne de 3,9 % par année, ce qui s'explique par la décision des gouvernements de régir les frais.

Note aux lecteurs

Les moyennes des frais de scolarité et des autres frais sont pondérées selon le nombre d'étudiants inscrits par établissement et domaine d'études.

Pour le Québec, les calculs des moyennes pondérées font une distinction entre les étudiants de la province et ceux de l'extérieur de la province.

Tous les frais sont exprimés en dollars courants.

Il n'en reste pas moins que la moyenne des frais de scolarité a augmenté entre 1990-1991 et 2004-2005 à un rythme plus rapide que l'inflation. Au cours de cette période, les frais ont progressé en moyenne à un taux de 7,7 % par année, ce qui représente près de quatre fois le taux moyen d'inflation, tel que mesuré par l'Indice des prix à la consommation.

Les frais de scolarité augmentent dans six provinces

Les frais de scolarité augmenteront dans six provinces pour la prochaine année scolaire, bien qu'au Québec la hausse soit de moins de 1 %. Les frais demeureront à peu près inchangés à Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

Les hausses les plus fortes seront affichées à l'Île-du-Prince-Édouard (+6,5 %), au Nouveau-Brunswick (+5,8 %) et en Ontario (+4,6 %).

Les frais de scolarité seront inférieurs à la moyenne nationale dans trois provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et au Manitoba.

Les étudiants de premier cycle au Québec continueront de payer les frais de scolarité les plus faibles au pays en raison d'un gel des frais de scolarité pour les résidents du Québec qui a permis de maintenir ces frais à moins de la moitié de la moyenne nationale depuis la fin des années 1990.

Les frais les plus élevés seront encore observés en Nouvelle-Écosse, où les étudiants de premier cycle devront payer en moyenne 6 571 \$, en hausse de 3,9 %.

À l'échelle nationale, les frais de scolarité cet automne seront de 21,5 % supérieurs à ce qu'ils étaient en 2001-2002. En Colombie-Britannique, ils ont doublé au cours de cette période de cinq ans, mais ils ont régressé de 14,1 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

En 2002-2003, la Colombie-Britannique a levé un gel des frais de scolarité imposé six ans auparavant,

lequel a été suivi de trois années d'augmentations supérieures à 10 %. Toutefois, le taux d'accroissement a ralenti au cours des deux dernières années, alors que les frais de scolarité dans cette province ont enregistré une hausse de 2,8 % l'année dernière et de 1,9 % cette année.

Comparativement à l'année scolaire 1990-1991, les frais de scolarité ont doublé, voire dans certains cas plus que triplé, les plus fortes progressions étant observées en Alberta, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan.

Les domaines des professions libérales continuent d'afficher les frais de scolarité les plus élevés

Cet automne, les hausses les plus marquées des frais de scolarité toucheront les étudiants en architecture et en commerce. Les programmes les plus chers demeurent ceux de l'art dentaire et de la médecine.

Les étudiants en architecture paieront en moyenne 3 805 \$ au chapitre des frais de scolarité, en hausse de 5,4 % par rapport à l'année précédente. Les étudiants en commerce subiront une hausse de 4,8 %, la moyenne des frais passant à 3 989 \$. Le programme le plus coûteux demeure l'art dentaire, la moyenne des frais étant de 13 463 \$, suivi de la médecine où les frais seront de 10 553 \$.

Moyenne des frais de scolarité par faculté

	2005-2006	2006-2007	2005-2006 à 2006-2007 var. en %
	en dollars courants		
Agriculture	3 643	3 712	1,9
Architecture	3 610	3 805	5,4
Arts	3 982	4 104	3,1
Commerce	3 806	3 989	4,8
Art dentaire	13 033	13 463	3,3
Éducation	3 277	3 334	1,8
Génie	4 740	4 887	3,1
Sciences ménagères	3 914	4 037	3,1
Droit	6 904	7 221	4,6
Médecine	10 318	10 553	2,3
Musique	3 936	4 092	3,9
Sciences	4 219	4 353	3,2
Premier cycle	4 211	4 347	3,2
Deuxième et troisième cycles	6 134	6 479	5,6

Les étudiants en droit, qui ont connu dans le passé la plus forte progression des frais de scolarité, peuvent s'attendre à une augmentation de 4,6 % cet automne. Au cours des cinq dernières années, les frais de scolarité en droit ont crû de 65,4 %, ce qui représente la plus forte hausse parmi toutes les facultés.

Tous les domaines des professions libérales ont enregistré de fortes hausses des frais de scolarité depuis 2001-2002. Bien que les frais moyens au premier cycle universitaire se soient accrus de 21,5 %, dans les domaines du droit, de la médecine et de l'art

dentaire, ils ont augmenté de 65,4 %, de 47,5 % et de 41,5 % respectivement.

Les frais des étudiants des deuxième et troisième cycles augmentent deux fois plus rapidement que ceux des étudiants du premier cycle

Les étudiants inscrits à un programme de deuxième ou de troisième cycle subiront des hausses des frais de scolarité supérieures à celles des étudiants de premier cycle. En moyenne, ils paieront 5,6 % de plus quand ils retourneront à l'université, ce qui représente près du double de l'augmentation enregistrée chez les étudiants de premier cycle. En moyenne, les étudiants des deuxième et troisième cycles paieront 6 479 \$ en frais de scolarité cet automne.

Les frais des étudiants des deuxième et troisième cycles progresseront dans sept provinces cet automne. La hausse la plus marquée sera affichée en Nouvelle-Écosse (+20,0 %). À Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba et en Alberta, ces frais demeureront inchangés.

Depuis 2001-2002, les frais exigés aux deuxième et troisième cycles ont grimpé de 44,1 %. Ils se sont accrus dans huit provinces au cours de cette période, les hausses les plus fortes ayant été observées en Colombie-Britannique (+184,4 %) et en Alberta (+77,1 %). En Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, les frais pour les étudiants des cycles supérieurs ont diminué depuis 2001-2002.

Les étudiants étrangers paieront plus cher eux aussi

Les étudiants étrangers devront également faire face à des frais de scolarité plus élevés. À l'échelle nationale, ils paieront 4,1 % de plus en frais de scolarité cet automne comparativement à l'an dernier.

Au premier cycle, les frais de scolarité moyens des étudiants étrangers augmenteront de 5,2 % pour s'établir à 13 205 \$, soit un peu plus du triple des frais que paient les étudiants canadiens.

Les frais de scolarité pour les étudiants étrangers progresseront dans toutes les provinces, sauf en Saskatchewan, les hausses les plus fortes étant affichées au Manitoba (+16,4 %) et en Alberta (+9,8 %), et les plus faibles, en Colombie-Britannique (+2,1 %) et au Québec (+2,5 %).

Les autres frais obligatoires sont à la hausse

L'ensemble des services compris dans les autres frais obligatoires varie d'un établissement à l'autre et peut changer avec le temps. Normalement, ils comprennent les frais pour les sports et les loisirs, les services de santé offerts aux étudiants, les associations

étudiantes et les autres frais s'appliquant aux étudiants canadiens à temps plein.

Les autres frais obligatoires ne sont généralement pas assujettis aux politiques provinciales sur les frais de scolarité.

Les autres frais obligatoires au premier cycle représentent 12,5 % du total des frais qu'un étudiant est tenu de payer à son établissement d'enseignement. À l'échelle nationale, les autres frais augmenteront cet automne de 4,0 % par rapport à l'an dernier.

En moyenne, les étudiants de premier cycle paieront 619 \$ au chapitre des autres frais obligatoires pour l'année universitaire à venir, en hausse comparativement à 595 \$ l'an dernier.

Les autres frais obligatoires les plus élevés seront enregistrés en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard, alors que les plus faibles seront observés au Nouveau-Brunswick.

La hausse la plus marquée des autres frais obligatoires sera affichée au Manitoba, suivi de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les autres frais obligatoires accuseront un recul dans trois provinces, soit en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

Il est également possible d'obtenir de l'information sur les coûts d'hébergement sur les campus.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3123.

Pour obtenir des renseignements généraux, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (*educationstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-9040.

Moyenne des frais de scolarité des étudiants du premier cycle

	1990-1991	2001-2002	2005-2006	2006-2007	1990-1991 à 2006-2007	2001-2002 à 2006-2007	2005-2006 à 2006-2007
	en dollars courants				var. en %		
Canada	1 464	3 577	4 211	4 347	196,9	21,5	3,2
Terre-Neuve-et-Labrador	1 344	3 036	2 606	2 606	93,9	-14,1	0,0
Île-du-Prince-Édouard	1 874	3 710	4 645	4 947	164,0	33,3	6,5
Nouvelle-Écosse	1 941	4 855	6 323	6 571	238,6	35,3	3,9
Nouveau-Brunswick	1 925	3 863	5 037	5 328	176,8	37,9	5,8
Québec	904	1 843	1 900	1 916	111,9	4,0	0,8
Ontario	1 680	4 492	4 933	5 160	207,1	14,9	4,6
Manitoba	1 512	3 243	3 333	3 338	120,8	2,9	0,2
Saskatchewan	1 545	3 879	5 063	5 063	227,8	30,5	0,0
Alberta	1 286	4 030	4 838	4 828	275,3	19,8	-0,2
Colombie-Britannique	1 808	2 527	4 867	4 960	174,3	96,3	1,9

Moyenne des autres frais obligatoires des étudiants du premier cycle

	2001-2002	2005-2006	2006-2007	2001-2002 à 2006-2007	2005-2006 à 2006-2007
	en dollars courants			var. en %	
Canada	462	595	619	33,7	4,0
Terre-Neuve-et-Labrador	366	466	466	27,2	0,0
Île-du-Prince-Édouard	415	584	728	75,4	24,7
Nouvelle-Écosse	380	519	572	50,5	10,3
Nouveau-Brunswick	208	345	341	64,0	-1,2
Québec	426	596	624	46,5	4,7
Ontario	554	695	729	31,6	4,9
Manitoba	371	352	458	23,4	30,2
Saskatchewan	493	456	431	-12,6	-5,5
Alberta	447	557	567	27,1	1,8
Colombie-Britannique	345	476	442	28,2	-7,1

Investissement en construction résidentielle

Deuxième trimestre de 2006

Les dépenses d'investissement en construction résidentielle ont atteint 20,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 8,5 % comparativement aux 19,2 milliards de dollars investis au deuxième trimestre de 2005. Cette importante croissance provenait des hausses enregistrées dans les trois composantes de l'investissement en construction résidentielle (logements neufs, rénovations et coûts d'acquisition).

Depuis le début de 2006, les investissements en construction résidentielle se sont élevés à 37,7 milliards de dollars, en hausse de 9,2 % par rapport à la même période en 2005.

Les taux hypothécaires, qui sont demeurés relativement avantageux, le niveau d'emploi élevé et le dynamisme du marché de l'habitation dans l'ouest du pays se trouvent parmi les facteurs ayant stimulé la demande de logements. La croissance des prix des maisons neuves a aussi contribué à l'augmentation du niveau des investissements en construction résidentielle.

Les dépenses dans la construction de logements neufs ont totalisé 10,4 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 9,8 % par rapport au même trimestre en 2005. La plus grande contribution à cette croissance (en dollars) provenait d'une progression de 8,9 % des dépenses pour la construction de nouvelles maisons unifamiliales, lesquelles se sont chiffrées à 6,5 milliards de dollars. Les investissements dans la construction de nouveaux appartements/logements en copropriété ont également crû fortement (+14,3 %) pour s'élever à 2,3 milliards de dollars.

Les dépenses en rénovations effectuées aux logements déjà existants ont atteint 8,6 milliards de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 8,1 % par rapport au même trimestre en 2005. Les coûts d'acquisition ont augmenté de 3,4 % pour se situer à 1,8 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, l'Alberta et la Colombie-Britannique se sont fortement démarquées des autres provinces. Comparativement au deuxième trimestre de 2005, les dépenses d'investissement en Alberta ont grimpé de 35,9 % pour se chiffrer à plus de 3,1 milliards de dollars. Cette croissance a été alimentée par la forte demande de nouveaux logements unifamiliaux, laquelle a crû

de 46,3 % pour atteindre 1,6 milliard de dollars. En Colombie-Britannique, la hausse de 22,5 % provenait de la progression des dépenses pour de nouveaux logements unifamiliaux ainsi que des investissements accrus dans les appartements et logements en copropriété.

Excluant l'Alberta et la Colombie-Britannique du total national, la croissance des investissements en construction résidentielle entre les deuxièmes trimestres de 2005 et de 2006 aurait été de 1,5 % au lieu de 8,5 %.

La plus forte baisse est survenue au Québec, où l'investissement a diminué de 3,1 %.

Nota : L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes principales. La première est la construction résidentielle neuve, qui comprend les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée et les appartements, les chalets, les maisons mobiles et les unités additionnelles de logements créées à partir d'anciens immeubles non résidentiels ou d'autres types d'immeubles résidentiels (transformations).

Les rénovations forment la deuxième composante de l'investissement en construction résidentielle. Cette composante est constituée des améliorations et des modifications apportées à des logements existants. La troisième composante fait référence aux coûts d'acquisition, qui désignent la valeur des services liés à la vente de logements neufs. Ces coûts comprennent la taxe de vente, les frais de développement de terrain et les services, ainsi que les frais d'étude de dossier pour fins d'assurance hypothécaire et la prime s'y rattachant.

L'exclusion des coûts de transferts de propriété du total de l'investissement présenté dans ce communiqué et dans le tableau CANSIM 026-0013 fait en sorte que les chiffres diffèrent de ceux publiés dans les comptes économiques nationaux (tableau CANSIM 380-0010).

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. □

Investissement en construction résidentielle

	Deuxième trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2005 au deuxième trimestre de 2006 var. en %
	en millions de dollars		
Canada	19 155,6	20 784,1	8,5
Terre-Neuve-et-Labrador	297,7	294,9	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	56,0	55,4	-1,1
Nouvelle-Écosse	440,2	464,3	5,5
Nouveau-Brunswick	346,3	373,9	8,0
Québec	5 193,9	5 033,7	-3,1
Ontario	7 097,8	7 365,1	3,8
Manitoba	411,1	455,1	10,7
Saskatchewan	330,0	353,6	7,1
Alberta	2 291,6	3 115,3	35,9
Colombie-Britannique	2 632,3	3 225,7	22,5
Yukon	28,8	27,6	-4,3
Territoires-du-Nord-Ouest	25,4	13,7	-46,2
Nunavut	4,4	5,9	34,9

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Deuxième trimestre de 2006 (données révisées)

À la suite de la diffusion des comptes économiques et financiers nationaux du deuxième trimestre de 2006, les estimations révisées du deuxième trimestre sur les investissements en construction de bâtiments non résidentiels sont maintenant disponibles.

Pour obtenir plus de renseignements, consultez la publication *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* (13-010-XIF, gratuite) accessible à partir du module *Publications* sur notre site Web.

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Acier en formes primaires, données hebdomadaires

Semaine se terminant le 26 août 2006 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 26 août a atteint 298 113 tonnes métriques, en hausse de 1,9 % par rapport à la production de 292 565 tonnes de la semaine précédente et de 18,7 % comparativement à la production de 251 185 tonnes de la semaine correspondante en 2005.

Le total cumulatif au 26 août était de 10 320 181 tonnes, en hausse de 2,2 % comparativement aux 10 098 407 tonnes produites au cours de la même période en 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2131.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre

Juillet 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de juillet sur la laine minérale y compris les isolants en fibre de verre.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Les données sont disponibles sur demande seulement. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Charbon et coke

juin 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de juin sur le charbon et le coke.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2003 et 2147.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Énergie électrique

Juin 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de juin sur l'énergie électrique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 127-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2151.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Il n'y a pas de nouveau produit aujourd'hui.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 001F - English 11-010-1054 (09/04/03)

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être utilisé à 9 h-10h

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré le pic de la demande aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne cinq fois de déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'économie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avéré encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Index de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Ades en forme présentée, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Producteur d'huile, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistic Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

Calendrier des communiqués : Septembre 2006

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
1	Investissement en construction résidentielle	Deuxième trimestre de 2006
1	Frais de scolarité universitaires	2006-2007
7	Permis de bâtir	Juillet 2006
8	Enquête sur la population active	Août 2006
11	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Deuxième trimestre de 2006
11	Période de boom : l'industrie du pétrole brut au Canada	1995 à 2005
12	Commerce international de marchandises du Canada	Juillet 2006
12	Série de rapports sur les grandes cultures : stocks de céréales	31 juillet 2006
12	Indice des prix des logements neufs	Juillet 2006
13	Contrôle et vente des boissons alcoolisées	2005
13	Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main d'oeuvre	Deuxième trimestre de 2006
14	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Juillet 2006
14	Bilan des investissements internationaux du Canada	Deuxième trimestre de 2006
14	La poussée économique de l'Alberta	2005
15	Comptes du bilan national	Deuxième trimestre de 2006
15	Ventes de véhicules automobiles neufs	Juillet 2006
18	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Juillet 2006
19	Indice des prix à la consommation	Août 2006
20	Commerce de gros	Juillet 2006
20	Indicateurs avancés	Août 2006
20	Voyages entre le Canada et les autres pays	Juillet 2006
21	Commerce de détail	Juillet 2006
22	Achats en ligne : magasinage des ménages sur Internet	2005
26	La protection en matière de pensions et l'épargne-retraite des ménages canadiens	1986 à 2003
26	Assurance-emploi	Juillet 2006
27	Effectifs et titres universitaires décernés	2004-2005
27	Statistiques démographiques trimestrielles	1 ^{er} juillet 2006
28	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Août 2006
28	Indicateurs nationaux du tourisme	Deuxième trimestre de 2005
28	Emploi, rémunération et heures de travail	Juillet 2006
29	Produit intérieur brut par industrie	Juillet 2006